

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Dijon, le

- 8 MARS 2013

Service du développement durable

Aménagement durable, évaluation environnementale

AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

RELATIF À L'ÉTUDE D'IMPACT

DU PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE COMMERCIAL

SITUÉ À AUXONNE (21)

PRÉSENTÉ PAR LA SARL BOUXDIS

La mairie d'Auxonne, autorité compétente pour autoriser le permis de construire a saisi le préfet de région Bourgogne, en date du 09/01/2013, en tant qu'autorité environnementale, conformément aux dispositions de l'article R122-7 du code de l'environnement, du dossier relatif au projet de construction d'un centre commercial situé sur la commune d'Auxonne (Côte d'Or) et porté par la SARL BOUXDIS. En effet, ce projet fait l'objet d'une étude d'impact au titre des articles L122-1 et R122-1 et suivants du code de l'environnement.

Le présent avis porte sur la qualité de l'étude d'impact et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Il comporte donc une analyse du contexte du projet, du caractère complet de l'étude d'impact, de sa qualité, du caractère approprié des informations qu'elle contient. L'analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet porte tout particulièrement sur la pertinence et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation des impacts. Transmis au maître d'ouvrage, il contribue à le responsabiliser dans un objectif de transparence et de justification de ses choix.

Cet avis a été élaboré par les services de la DREAL Bourgogne en lien avec la DDT et l'ARS de Côte d'Or.

Conformément aux dispositions de l'article R122-7 II du code de l'environnement, l'avis ou l'information relative à l'existence d'un avis tacite est rendu public par voie électronique sur le site internet de l'autorité chargée de le recueillir.

Il est ensuite joint au dossier d'enquête publique, et il constitue un des éléments pris en compte dans la décision d'autorisation ou d'approbation.

préparation ou la conservation de produits alimentaires, la réception, le stockage, le traitement et la transformation de lait ou produits issus du lait et la charge d'accumulateur. Compte tenu du fait qu'il s'agit de déclarations au titre des ICPE, il devra faire l'objet d'un dossier au titre de la loi sur l'Eau.

De plus, le projet étant soumis à étude d'impact il doit faire l'objet d'une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 comme le prévoit l'article R414-19 du code de l'environnement.

Enfin, ce projet est situé sur une zone à urbaniser (zone d'activités future) dans le cadre du plan local d'urbanisme (PLU) d'Auxonne, approuvé en juillet 2006 et révisé le 16 juillet 2009. Il a été accepté par la commission nationale d'aménagement commercial en date du 17 janvier 2012.

Enjeux environnementaux

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'autorité environnementale sont les suivants :

- **Eaux superficielles et souterraines :**

Un tronçon hydrographique est présent en limite Sud-Ouest de l'emprise du projet. Les autres cours d'eau les plus proches de l'emprise sont un ru temporaire situé au Sud à moins de 50 m, la Brizotte, située au Nord à environ 1 km et la Saône à l'Ouest à moins de 2 km. Les eaux usées générées par l'exploitation du site seront dirigées vers la station d'épuration d'Auxonne, dont le milieu récepteur est la Saône. Cette dernière est marquée par un état global, chimique et écologique mauvais à médiocre et un risque moyen de ne pas atteindre le bon état fixé par la Directive cadre sur l'Eau en 2027 en raison de la présence de nitrates et pesticides.

L'imperméabilisation d'environ 2,5 ha de terres nécessite la gestion et le traitement des eaux pluviales dont le rejet est prévu par infiltration dans le sol. Ces eaux rejoindront la nappe des Alluvions du val de la Saône entre les confluent de l'Ognon et du Doubs. L'état chimique de cette dernière est mauvais et le risque de ne pas atteindre le bon état en 2021 reste moyen en raison de la présence de nitrates et pesticides.

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection d'un captage pour l'alimentation en eau potable et est situé en dehors de la zone d'inondation identifiée par le PPRi.

- **Cadre de vie :**

Au Nord du site, les parcelles de cinq habitations sont riveraines sur un côté de l'emprise du projet. Par ailleurs, les parcelles de trois autres habitations sont bordées sur trois côtés par l'emprise du projet.

Au cours de la phase chantier, les travaux de terrassement et les déplacements des engins sont susceptibles d'engendrer des nuisances sonores, l'émission de poussières, des vibrations et une augmentation des émissions atmosphériques. En phase exploitation, en raison de la fréquentation de la clientèle et des livraisons quotidiennes, les nuisances sonores et les émissions atmosphériques se poursuivront dans une mesure différente. La mise en service de l'hypermarché et de la station-services entraînera une augmentation des émissions lumineuses.

- **Facteur climatique et consommations énergétiques :**

L'exploitation du projet va être à l'origine de consommations énergétiques pour son fonctionnement.

La qualité de l'air, d'après les projections faites à partir des stations semblables au contexte d'Auxonne, est conforme aux valeurs réglementaires.

- **Milieux naturels :**

Le projet est situé sur des parcelles agricoles en culture et en prairie. Il n'est concerné par aucun zonage environnemental inventorié, contractuel ou réglementaire. Le site Natura 2000 le plus proche du projet est situé à moins de 400 m au Nord et concerne les « Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne ».

- **Paysage :**

Le projet n'est concerné ni par le périmètre de protection d'un monument historique, ni par un site naturel classé ou inscrit. Le site d'implantation est à la jonction de deux entités paysagères de plaine : le pays de Seurre et la Saône et la Vingeanne, où la culture intensive et les défrichements ont déstructuré le paysage.

L'implantation de ce projet modifiera le paysage immédiat de la dizaine d'habitations située au Nord du site.

2° - Analyse de la qualité des études

Organisation et présentation des études

L'article R122-5 du code de l'environnement précise le contenu attendu de l'étude d'impact pour ce type de dossier. À ce titre, le dossier d'étude d'impact présenté n'est pas complet. Les points suivants sont absents : description du projet et de ses caractéristiques, résumé non technique et qualités précises et complètes des auteurs de l'étude. La présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial du dossier et évaluer les effets du projet est insuffisante.

Bien que le dossier ne contienne pas de paragraphe identifié « évaluation des incidences Natura 2000 » il comprend une présentation succincte du site Natura 2000 le plus proche. Cependant, même si le projet ne devrait pas avoir d'incidence sur le site Natura 2000, l'étude présentée n'est pas complète. Elle aurait dû préciser les espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site et démontrer l'absence de relation fonctionnelle entre ces dernières et le site d'implantation du projet.

Le dossier, réalisé par le bureau d'étude SOCOTEC est daté du 17/12/12. Il compte 94 pages sans les annexes au nombre de 9. L'annexe 10, relative à l'étude acoustique, est absente du dossier.

Qualité de l'étude d'impact

- Description du projet

Le dossier ne contient pas de description du projet. Les quantités d'eau consommées indiquées sont discordantes (usages domestiques ou totalité des usages incluant nettoyage, préparation alimentaire et installations de secours). Aucune information sur les consommations énergétiques, liées au chauffage / climatisation, à l'éclairage et aux appareils de cuisson, n'est indiquée. Le dossier ne justifie pas le dimensionnement du parking et le trafic routier généré par le projet. Pour les déchets, aucune donnée chiffrée n'est indiquée et les circuits de gestion utilisés ne sont pas précisés.

Enfin, bien que le projet prévoit la construction d'une station-services, celle-ci n'est pas présentée dans l'étude d'impact et ses impacts ne sont par conséquent pas étudiés.

- État initial de l'environnement

L'ensemble des thèmes environnementaux est abordé par le dossier. Néanmoins, pour les émissions sonores et lumineuses ce diagnostic est incomplet, pour le trafic routier il manque de précision sur les références des données et pour le paysage aucune analyse des vues du site n'est proposée. La lecture de l'état initial concernant les eaux superficielles aurait été facilitée par la réalisation d'une carte présentant les principaux cours d'eau et les stations de mesures de qualité des eaux.

- Analyse des effets et mesures proposées

Pour plusieurs thèmes environnementaux : eaux superficielles, eaux usées, émissions sonores, émissions lumineuses, consommations énergétiques, production de déchets et paysage, les effets du projet n'ont pas été analysés. Concernant les eaux superficielles et souterraines, de nombreuses informations sont absentes : milieu récepteur des rejets en phase chantier, profondeur des bassins d'infiltration et confinement, volume et caractéristiques des eaux usées produites. Par ailleurs, le dossier manque de précision quant au dimensionnement du parking et au trafic routier généré par le projet. En ce qui concerne les déchets, la description du projet ne présente aucune donnée chiffrée et les circuits de gestion utilisés ne sont pas précisés.

A l'exception des nuisances lumineuses, des mesures sont proposées pour les autres thèmes environnementaux. Néanmoins pour les thèmes relatifs aux émissions sonores, aux consommations énergétiques et aux déchets ces mesures ne sont pas suffisantes au regard de l'impact du projet. Elles ne sont par ailleurs pas chiffrées financièrement et le bénéfice de leur mise en place pour réduire ou éviter les effets n'est pas analysé.

- Justification du choix du parti retenu

Un chapitre de l'étude d'impact est consacré aux solutions de substitution examinées par le pétitionnaire et aux raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu.

En s'appuyant sur le fait que la zone sur laquelle le projet est prévu est retenue par le PLU pour l'urbanisation future d'une zone d'activité, le dossier propose uniquement comme alternatives au projet un atelier artisanal ou un hébergement hôtelier. Ces éléments ne constituent pas une justification du choix du site d'implantation du projet. Le dossier aurait dû contenir différents scénarii d'implantation de l'hypermarché et les comparer.

Le pétitionnaire met l'accent sur les raisons urbanistiques, zonage du PLU et surface disponible, et économiques, zone localisée le long d'une route passante facilement accessible et dépourvue d'autre commerce, pour justifier son choix. Il aurait été nécessaire que la justification du parti retenu prenne davantage en compte les enjeux liés à la gestion des eaux pluviales et usées, au cadre de vie des riverains et aux déplacements clients et fournisseurs.

- Articulation avec des plans et programmes

La zone retenue pour le projet est compatible avec le zonage AU1c du PLU d'Auxonne, identifiée pour l'urbanisation future vouée à une zone d'activités. Il n'existe pas de SCoT sur la commune d'Auxonne.

Le projet est également concerné par le SDAGE du bassin Rhône – Méditerranée. Pour toutes les orientations de ce dernier, l'étude présente la compatibilité des choix du projet.

Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) qui propose un cadre pour les orientations permettant des gains énergétiques dans les bâtiments commerciaux aurait pu être cité en référence.

- Analyse des méthodes utilisées

Les méthodes pour établir l'état initial de l'environnement et analyser les effets du projet ne sont pas exposées, à l'exception de la partie concernant la gestion des eaux pluviales et la qualité de l'air. Les raisons ayant conduit le pétitionnaire à retenir ces méthodes ne sont pas détaillées.

Pour aucun des thèmes environnementaux, l'étude ne fait référence à des reconnaissances de terrain et les données chiffrées fournies, notamment pour la gestion des eaux et le trafic, ne sont pas datées.

- Résumé non technique

Le dossier d'étude d'impact ne contient pas de résumé non technique comme le prescrit l'article R122-5 IV du code de l'environnement.

3° - Prise en compte des principaux enjeux environnementaux

Eau

L'état initial relatif aux eaux superficielles et souterraines n'est pas complet. Il n'indique pas la présence d'un tronçon hydrographique riverain du coin Sud-Ouest de l'emprise du projet. Aussi, le dossier ne contient aucune indication sur les aspects physique et biologique de ce cours d'eau. Par ailleurs, bien que le projet se situe en val de Saône et malgré la présence de prairies sur l'emprise, le dossier ne mentionne pas la réalisation d'un état des lieux recherchant la présence de zones humides.

L'analyse des effets n'est pas complète, en particulier pour le traitement des eaux usées et les rejets potentiels. En l'absence d'information sur le volume et les caractéristiques des eaux usées produites, il n'est pas possible de vérifier que la station d'épuration d'Auxonne est en mesure d'accepter ces rejets. De même, sans précision sur le milieu récepteur en phase chantier des rejets contenant des matières en suspension, l'analyse des impacts potentiels est impossible. Les mesures présentées pour limiter le ruissellement des fines et les risques de pollution accidentelle, ne semblent pas suffisantes. Elles ne sont pas traduites par un engagement formel du pétitionnaire et ne sont pas chiffrées financièrement.

Compte tenu de la proximité de la nappe (4m), l'analyse des effets du projet sur les eaux souterraines devrait s'appuyer sur des levés de terrain du niveau d'eau (piézomètre) afin de s'assurer du bon fonctionnement des bassins d'infiltration. Enfin, le raisonnement justifiant de la qualité des eaux infiltrées devrait préciser les références bibliographiques utilisées (taux

d'abattement), les caractéristiques des eaux à la sortie du décanteur ; les effets cumulés avec d'autres rejets dans la nappe ne sont pas pris en compte (atteinte du bon état en 2027).

Cadre de vie : émissions sonores, émissions lumineuses, trafic routier et déplacements

L'état initial concernant le cadre de vie est lacunaire : campagne de mesure de bruit prévue ultérieurement au dépôt du dossier et données sur le trafic routier imprécises. Aussi, pour ces thèmes, l'analyse des effets du projet ne peut pas être conduite correctement et l'efficacité des mesures proposées pour éviter ou réduire ces effets ne peut être estimée.

L'étude d'impact aurait dû présenter l'environnement sonore existant et la projection des effets envisagés du projet en fonction des travaux et du trafic. Pour ce faire, elle aurait dû également indiquer avec davantage de précision le trafic généré par le projet en fonction des jours et des heures de fréquentation. De plus, elle devrait fournir des arguments quant au dimensionnement du parking, qui semble important (353 places) pour un flux de voitures estimé à 650 par jour. L'orientation des habitations proches, sous les vents dominants et face au parking et à l'entrée du magasin, sera probablement à l'origine d'impacts en termes de nuisances sonores pour les riverains. Or le scénario d'implantation retenu et les mesures présentées (limitation de vitesse, pas d'utilisation d'avertisseur sonore) ne sont pas suffisants pour éviter ou réduire ces effets. La réduction de l'impact sonore vis-à-vis des riverains par la définition de l'aménagement des abords du projet (modèles de terrain) devrait apparaître dans le dossier.

L'impact des enseignes lumineuses en période nocturne n'est pas pris en compte et aucune mesure, ni même le rappel de la réglementation, n'est proposé. Or au vu de l'implantation du projet, les habitations les plus proches percevront la lumière de ces enseignes.

Il faut noter que même si le dossier ne mentionne pas la mise en place de voies de circulation pour vélos et piétons, une voie piétonne / cyclable, ainsi qu'un garage à vélo, est prévue depuis l'entrée du rond-point dans les plans et constitue un avantage pour les riverains de cette zone. En revanche, la ville d'Auxonne ne disposant pas de réseau de transport en commun, le centre commercial situé à plus de 2 km du centre historique reste relativement peu accessible aux piétons.

Facteur climatique et consommations énergétiques

En l'absence d'indication sur les consommations énergétiques du projet nécessaires au chauffage / climatisation, à l'éclairage et aux appareils de cuisson du centre commercial, l'efficacité des mesures proposées pour réaliser des gains énergétiques ne peut être évaluée. Ces dernières ne sont par ailleurs pas chiffrées et correspondent davantage à de bonnes pratiques qu'à de réelles mesures permettant d'éviter ou de réduire les effets négatifs du projet.

Les données relatives à la qualité de l'air ne peuvent être utilisées pour savoir si le projet entraîne une augmentation des émissions atmosphériques qui semble dépasser les seuils réglementaires. La teneur devrait être exprimée en fonction du volume. Ces données ne permettent pas d'identifier les effets et de proposer des mesures.

Le dossier ne mentionne pas le SRCAE, validé en juin 2012, notamment l'orientation concernant le respect et le contrôle de l'application de la réglementation thermique. Le projet, soumis à la réglementation thermique de 2005, ne rappelle pas les obligations de cette dernière. De plus, il aurait pu contenir une étude sur le potentiel de développement des énergies renouvelables.

Milieux naturels

L'état initial des milieux naturels est erroné. En effet, en l'absence d'observation sur le terrain, le dossier conclut à tort à la présence unique de cultures de maïs sur les parcelles retenues pour le projet. Or environ la moitié de la surface du projet est en prairies. L'étude ne démontre pas l'absence d'impact du projet, ce qui ne permet pas de justifier l'absence de mesure.

Même s'il s'avère que cette zone présente un faible intérêt écologique, le bureau d'étude aurait dû se rendre sur le terrain à une période propice afin d'identifier les espèces présentes, d'analyser les effets, éventuellement d'adapter l'implantation du projet et en conséquence de proposer des mesures. L'étude aurait également pu présenter les raisons qui ont conduit à retenir une surface pour ce projet représentant le double de la surface effectivement nécessaire.

Paysage

L'aspect paysager est peu traité dans le dossier d'étude d'impact. L'état initial est succinct, l'analyse des effets du projet conclut à l'absence d'impact sans avoir présenté de support graphique pour argumenter, et le paragraphe relatif aux mesures (6.6.6 traitement paysager du site) est absent du document.

Le dossier aurait dû contenir une description des aménagements paysagers permettant de réduire les effets potentiels du projet sur les habitations voisines. Il aurait également dû justifier l'importance de la surface laissée en espaces verts (21 457 m²). Enfin, l'équilibrage des matériaux de déblais / remblais, dont le volume n'est pas précisé dans l'étude, aurait pu conduire à proposer des aménagements paysagers permettant de réduire les effets négatifs de l'implantation de ce projet.

La conformité des choix architecturaux avec les règles retenues dans le PLU n'est pas mise en évidence, notamment en ce qui concerne les enseignes lumineuses, les couleurs et la forme des façades.

Conclusion

Le projet consiste en la création d'un centre commercial sur la commune d'Auxonne (Côte d'Or), comprenant un hypermarché de l'enseigne E. Leclerc, une galerie commerciale, une zone DRIVE et une station-services. Le projet est situé le long de la route départementale 905 au Sud du centre-bourg d'Auxonne en direction de Dole. Il est implanté sur une parcelle de 46 008 m² de surfaces agricoles et prévoit l'imperméabilisation de 24 550 m².

L'étude d'impact n'est pas complète au regard de l'article R122-5 du code de l'environnement. La description du projet et de ces caractéristiques, le résumé non technique et les qualités précises et complètes des auteurs de l'étude sont absents du dossier. Les effets de la station-services, non présentée dans l'étude d'impact, ne sont pas analysés. Par ailleurs, l'évaluation des incidences proposée dans le dossier, au regard du site Natura 2000 le plus proche, est insuffisante. La liste des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site et la démonstration de l'absence de relation fonctionnelle entre ces dernières et le site d'implantation du projet aurait dû être réalisées. La mention de la présence unique de cultures de maïs sur le site du projet traduit l'absence de reconnaissance terrain.

L'étude d'impact ne semble pas avoir contribué à la définition du projet. Les raisons ayant conduit à retenir sur ce site ce projet relèvent d'une situation urbanistique et économique préexistante au dépôt du dossier. Par ailleurs, aucun scénario alternatif d'implantation du projet sur cette zone n'est exposé dans le dossier.

L'état initial concernant les masses d'eau superficielles, les émissions sonores et lumineuses et le trafic routier est incomplet et la description du projet est insuffisante pour les thèmes relatifs à l'utilisation en eau potable, à la production d'eaux usées, aux consommations énergétiques et aux déchets. En conséquence l'analyse des effets du projet ne peut être correctement menée pour ces thèmes. Cette analyse ne peut objectiver les choix d'implantation du projet et contribuer à la définition de mesures adaptées pour éviter ou réduire les effets. Or, au vu de l'orientation des habitations des plus proches, le projet aura des impacts sur l'environnement sonore, lumineux et paysager. La surface disponible et la présence de matériaux excédentaires offrent cependant la possibilité de proposer des mesures d'évitement et de réduction des effets adéquates qui méritaient d'être étudiées.

Le préfet de la région Bourgogne



Pascal MAILHOS